

Les forums sociaux et la gauche en Amérique latine

Chico Whitaker

Représentant de l'épiscopat brésilien au Forum social mondial dont il est un des fondateurs

La question que m'ont posée les éditeurs de cette revue—*quelle a été la contribution des forums sociaux aux expériences de la gauche en Amérique latine?*—ne trouve pas de réponse facile. Afin de tirer des leçons pour les luttes politiques à venir—et c'est ce que l'on cherche ici—il ne suffit pas de décrire ces contributions. Il faut les évaluer et les resituer dans leur contexte.

Ainsi, il sera toujours possible d'identifier des résultats politiques (fruits de l'action de la gauche) liés à ce qui a été discuté ou programmé dans un forum. Mais l'obtention de tous ces résultats a toujours impliqué de nombreux autres facteurs et circonstances. Nous savons tous que dans les processus sociopolitiques, il n'y a pas de simple relation de cause à effet qui vaille, telle qu'enseignée par la physique classique de Newton. Toute action n'est jamais qu'une parmi de nombreuses autres qui se combinent, dans un nuage d'actions et réactions où tout a son importance.

Dès lors, ce serait un triomphalisme trompeur que de prétendre—en particulier si l'on ne se concentrait que sur les expériences couronnées de succès...—que tout est dû aux forums, et même de dire que les forums ont contribué de façon décisive à ce qui est arrivé.

Ensemble de facteurs et de circonstances

Prenons l'élection de Lula en 2003 au Brésil. Bien sûr, la tenue du FSM en 2001 à Porto Alegre a beaucoup contribué à ce résultat. En effet, cette première édition du forum a eu lieu à un moment de reflux des mouvements sociaux,

après trois frustrants échecs dans la tentative de prendre la présidence de la République. Ce forum a ouvert une fenêtre d'opportunité pour que les militants brésiliens de gauche se rencontrent, et donc allumé—en clamant qu'un « autre monde est possible »—une lueur d'espoir. Leur nouvelle tentative, deux ans après, fut alors victorieuse. Mais il est bien évident qu'une telle victoire n'est pas uniquement due à ce *stimulus* dont ont bénéficié les participants du FSM 2001 bien qu'il ait pu être renforcé en 2002. Pour que Lula gagne, il y a eu des changements décisifs dans sa stratégie électorale, qui étaient d'ailleurs moins liés à un regain d'espoir qu'à du réalisme politique...

La relativisation de l'influence des forums dans ce type de résultat politique doit être encore accentuée si l'on examine l'élection d'Evo Morales en Bolivie en 2005. Quelle influence, en effet, peuvent bien avoir eu sur ces résultats électoraux ¹ les discussions et projets des militants boliviens présents dans ces forums, aussi nombreux soient-ils (le FSM de 2005 a été le plus important avec 150 000 participants) ?

De plus, si nous nous focalisons sur le cas spécifique des résultats électoraux, la contribution des forums est également limitée par le fait que les partis politiques en tant que tels n'y participent pas. L'espace des forums sert à l'articulation de la société civile. Bref, non seulement la contribution des forums sociaux aux succès électoraux n'est qu'un facteur parmi tant d'autres, mais elle n'est qu'indirecte.

La même prise de distance est nécessaire pour décrire et évaluer l'apport des forums aux différentes victoires remportées par la gauche. C'est par exemple le cas de la victoire remportée en 2005, avec la suspension des négociations gouvernementales autour de l'ALCA, un accord commercial pervers que les États-Unis tentaient d'imposer à tous les pays du continent et qui, en 2001 et 2002, était déjà dans sa phase finale. Je ne me rappelle plus dans lequel des deux forums (celui de 2001 ou 2002 ?), a commencé à se mettre en place contre l'accord une grande alliance avec de très nombreuses organisations latino-américaines. Cette résistance a finalement été couronnée de succès, grâce évidemment à un ensemble de différents facteurs et circonstances.

C'est aussi toute une série de facteurs et circonstances qui a conduit l'actuel gouvernement vénézuélien à lancer la proposition de la *Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América* (ALBA, « Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ») et le « Traité de commerce des peuples » (TCP), signé fin 2004 par opposition à l'ALCA, cherchant à unir économiquement les pays qui résistent à la domination des États-Unis ².

Histoires distinctes, réalités variées

Pour décrire et évaluer la contribution des forums sociaux à la gauche en Amérique latine, il faut également considérer l'extrême diversité des situations sociales, économiques, politiques et culturelles de ce continent.

Au sud de l'Amérique latine, par exemple, se trouvent des pays—Chili, Argentine, Uruguay—qui se sont beaucoup éloignés des autres pays du continent durant la première moitié du 20^e siècle.

Avec leur population majoritairement constituée de descendants d'immigrés européens, leurs économies, revenus, niveaux de vie et d'éducation, ainsi que l'étendue de leur industrialisation et la qualité de leurs infrastructures urbaines³, ces pays ressemblaient bien plus à l'Europe. Et bien que, dans la seconde moitié de ce siècle, ils n'aient pu poursuivre leur développement, leurs régimes démocratiques ont résisté plus longtemps aux solutions autoritaires que dans le reste du continent.

Le principal trait que partagent au contraire presque tous les pays du reste du continent est l'immense fossé existant entre riches et pauvres. D'autre part, l'exode rural, intensifié au cours des 50 dernières années (sous l'effet notamment du développement d'un capitalisme d'exportation de produits agricoles) au point d'être devenu aujourd'hui une expulsion massive des populations rurales des terres agricoles, a débouché sur la constitution de mégapoles (la capitale du Mexique et Sao Paulo au Brésil figurent parmi les plus grandes villes du monde), dans lesquelles la majorité des habitants vivent dans des habitats précaires, avec peu d'infrastructures de service, de transports, et d'hygiène (voirie, eau et tout-à-l'égout).

Politiquement, la récurrence des régimes dictatoriaux a été un frein à la fois pour la résolution des problèmes sociaux et pour le développement des mouvements sociaux. Et le processus de mondialisation obéissant aux intérêts du capital—processus auquel participent également des multinationales basées dans ces mêmes pays—accentue la concentration des richesses. Néanmoins, ces plaies économiques et politiques communes ne rendent pas cet ensemble homogène. En effet, de grandes différences existent entre les pays, que ce soit au niveau de la situation sociale, de leur expérience historique ou des caractéristiques de leurs peuples. Par exemple, la présence indigène est très variée en Amérique latine. Alors qu'elle est encore prédominante dans certains pays, dans d'autres elle a été pratiquement éradiquée durant les premiers siècles de la colonisation. D'autre part, leurs niveaux de civilisation étaient assez différents. Si les peuples andins avaient construit des civilisations avancées lorsque les colons européens ont envahi leurs terres pour s'emparer de leurs richesses, il y avait encore au Brésil de nombreuses cultures « primitives ».

De même, la présence des descendants des esclaves africains amenés tout au long de la période coloniale (et même après l'indépendance) varie beaucoup d'un pays à l'autre. En Haïti, ils représentent la quasi-totalité de la population, mais leur nombre peut être très marginal dans d'autres pays.

D'autres lignes de fracture existent, dues à d'autres facteurs. C'est le cas du Brésil, dans sa relation au reste de l'Amérique latine. Le territoire de ce pays a été colonisé par les Portugais alors que tout le reste du continent le fut par

les Espagnols, deux langues distinctes ayant été imposées. Et si la conscience d'être latino-américain est forte dans la partie hispanophone, les relations économiques avec le Brésil n'ont commencé à se développer qu'au cours de la deuxième décennie du siècle passé⁴.

Des gauches diverses

Tous ces facteurs conduisent à des différences dans l'action des gauches.

On peut croire à une unité de façade lorsqu'on observe l'influence qu'elles ont subi au moment de la prise du pouvoir à Cuba par Fidel Castro et ses camarades, tout autant que si on observe que de nombreux militants latino-américains ont reçu des formations à Cuba dans les années ayant suivi la victoire de Fidel. Mais dans le même temps, en sens inverse, il y a eu une stratégie très dure et bien coordonnée, de répression policière par les autorités de différents pays du Cône Sud (une stratégie nommée *Opération Condor*) qui a abouti à l'installation de nouvelles dictatures en Argentine, Uruguay et Chili tandis que d'autres, comme celles du Paraguay ou du Brésil, se maintenaient avec de nouveaux alliés.

Tous ces exemples montrent bien que nous nous trouvons face à un espace politique tout à fait unique, avec des différences très prononcées. Pour se convaincre de l'impact de ces singularités, on peut mentionner le triste échec des initiatives de Che Guevara pour exporter au reste du continent l'expérience de la guérilla cubaine sans prendre en considération ces énormes différences.

Dans la sphère politique latino-américaine, il est également évident que les gauches affrontent des ennemis communs, à commencer par la domination idéologique et économique des États-Unis sur toute l'Amérique du Sud et centrale et, de façon plus générale, par la mondialisation au service du capital accumulé dans le reste du monde industrialisé, dont nous connaissons tous la force. Et pourtant même là apparaissent des différences importantes, déterminées par exemple par leur proximité géographique avec les États-Unis : c'est notamment le cas du Mexique, associé de façon plus poussée dans le cadre de l'ALENA avec les États-Unis et le Canada, mais aussi de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Néanmoins, et pour nuancer ce constat, il convient d'ajouter que le Chili s'est récemment associé à cet accord malgré son éloignement géographique avéré...

Il n'est même plus utile, en ce qui concerne la sphère politique, de mentionner les très nombreuses différences entre les orientations des nouveaux gouvernements de gauche, et les circonstances dans lesquelles ils ont été élus. Le fait que, ces dernières années, de nombreux président(e)s de gauche soient arrivés au pouvoir porte beaucoup à penser qu'il s'agit d'une vague unique et irrésistible ayant lieu en Amérique latine. Or, rien n'est moins sûr. Les bases politiques respectives sont très différentes d'un pays à l'autre, que ce soit

qualitativement ⁵ ou quantitativement. Au Chili, la gauche a été défaite aux dernières élections. Dans d'autres pays, la gauche gouverne dans des coalitions ou des alliances explicites avec le centre, voire avec la droite—comme au Brésil. Et enfin, il est des pays comme la Colombie où l'extrême droite sera très probablement maintenue au pouvoir par le peuple aux prochaines élections.

La gauche a eu de nombreuses et différentes trajectoires sur le continent, et aujourd'hui il est évident qu'elle agit de différentes façons selon le pays. Certains ont fait le choix de la lutte armée, comme c'est le cas de la Colombie ⁶ ou des zapatistes au Mexique ⁷. Et à l'opposé, il y a ceux qui ont fait un choix très institutionnel: c'est notamment le cas de l'Uruguay, avec la création du «Frente Amplio» (Front large) dont le nouveau président, José «Pepe» Mujica, fut lui-même un important et célèbre dirigeant de l'organisation de guérilla, les «Tupamaros» ⁸.

Pour toutes ces raisons, la contribution des forums sociaux pour l'action de la gauche est également une contribution extrêmement différenciée, dans le temps et dans l'espace. Mais quel est l'intérêt d'identifier telle contribution très précise dans tel contexte particulier? Ne faut-il pas mieux tenter d'en dégager alors quelques généralités? Je dirai que cet intérêt serait limité puisque les leçons que nous tirerions de telle ou telle expérience très spécifique seraient difficilement applicables dans d'autres contextes. Il vaut mieux alors identifier les points communs entre chacune de ces expériences.

D'autre part, je crois qu'il faudrait davantage parler du futur que du passé, c'est-à-dire davantage de ce que les forums *peuvent* apporter à la lutte de la gauche en Amérique latine, que de ce qu'ils lui ont *déjà* apporté. Certes, cette contribution est peut-être encore très mince; mais elle peut devenir très importante, voire décisive. Cette contribution serait en fait la même que ce que les forums sociaux peuvent apporter à la gauche dans le reste du monde: en particulier, l'aider à construire une nouvelle culture politique ou une nouvelle façon de faire de la politique.

Le type de contribution

Il semblerait que les problèmes que doit affronter la gauche pour être plus efficace sont les mêmes dans tous les pays. Les luttes politiques menées par la société pour un monde de paix, de justice, d'égalité et de respect pour la nature (objectifs de la gauche) ont connu, durant cette première décennie du 21^e siècle, certains changements dans leur façon même de se développer.

Ces changements interviennent au bon moment. D'une part, les frustrations engendrées à la fin du 20^e siècle (dans le cadre de la chute du mur de Berlin) pour nombre de ceux qui participaient à ces luttes ont provoqué parmi eux une prise de conscience de la nécessité de telles mutations. D'autre part, les crises

actuelles du système capitaliste montrent de façon chaque fois plus criante et au plus grand nombre sa face la plus obscène et ses mécanismes les plus pervers. Dès lors une autre forme de prise de conscience grandit au sein de la société toute entière qu'il est nécessaire de dépasser ce système afin qu'un autre monde soit possible.

Si la gauche se montre capable d'ouvrir de nouvelles voies pour son action, alors il va s'ouvrir à elle un horizon de grandes victoires. Mais pour cela, des changements très profonds sont nécessaires afin que nous réussissions à changer les méthodes que nous avons apprises et mises en œuvre durant plus d'un siècle⁹. C'est pour cela aussi que l'on ne peut pas espérer des résultats à court terme et que l'on parle d'une culture politique à construire, dont l'échéance est nécessairement lointaine.

En quoi consiste concrètement cette nouvelle culture politique? Disons qu'elle est basée sur trois piliers, qui se confortent mutuellement:

1. Décider de construire l'union de la gauche comme un objectif incontournable, avec toutes les conséquences que cette décision aura sur nos comportements et modes d'action.

2. Accepter la société civile comme nouvel acteur politique, autonome face aux autres acteurs (partis, gouvernements) qui jusque-là avaient l'exclusivité sur l'action politique.

3. Obéir à un principe trop souvent oublié: il faut réfléchir pour agir, et il faut réfléchir collectivement plutôt qu'isolément.

Stimuler l'adoption de ces trois principes dans l'action politique, qui correspondent à une nouvelle façon de faire la politique, est en réalité la contribution la plus importante que les forums sociaux, dans le processus du FSM, peuvent donner à l'action politique de la gauche pour que «l'autre monde soit possible»¹⁰.

Construction de l'union

La dynamique de la division—toujours conçue par les dominants afin de garder leur pouvoir—a historiquement accompagné la gauche, dans toutes les régions du monde. Telle une malédiction. La force et l'efficacité de la gauche dépendent de sa capacité à se libérer de cette dynamique néfaste dont elle est souvent victime.

L'Amérique latine n'est pas une exception. On y trouve par ailleurs des pratiques communes qu'il faut «désapprendre» car elles sont destructrices, basées sur la *culture de la concurrence*. Cette culture est le principal moteur du système capitaliste dominant, celui-là même qu'on cherche à dépasser. C'est pour cette raison qu'elle est inculquée dans tous les esprits, y compris à gauche.

Mais en Amérique latine les gauches connaissent une période de croissance. On ne peut pas se permettre de perdre les occasions qui en découlent de pro-

motion de politiques publiques différentes, de nouvelles conquêtes émancipatrices, de plus de citoyenneté active. L'organisation et la mobilisation des indigènes du continent, comme des grandes masses prolétaires, ne peuvent pas être les victimes de la concurrence entre les organisations de gauche. Il est donc urgent d'expérimenter de nouvelles pratiques politiques, basées sur la culture de la coopération, étant donné que c'est dans celle-ci que peut se construire l'union.

Pour autant, l'union ne peut pas se résumer à l'«unité», elle est bien plus que cela. La notion d'«unité» porte en elle l'idée de discipline, d'obéissance à des orientations, et ce, qu'elles soient adoptées de façon démocratique ou imposées par le haut. Non, l'«union» dont nous avons besoin est quelque chose de bien plus profond, plus durable, et donc au-delà des accords tactiques ou stratégiques. Elle exige une autre façon de se penser et de se construire, à commencer par une compétence que peu de gens ont acquise : *la capacité d'écouter*.

Écouter est de fait quelque chose qu'il faut apprendre, formés comme nous le sommes à une culture compétitive et autoritaire, héritée du colonialisme avec son instinct de domination. Nos beaux principes démocratiques, décider à la majorité, portent en eux des vices insoupçonnés : ils nous conduisent à présenter nos arguments pour convaincre ceux qui vont voter sans écouter avec attention les arguments de ceux à qui nous nous opposons.

Les forums sociaux mondiaux nous offrent une opportunité de nous exercer à cette nouvelle façon de discuter. Ses instances organisationnelles ont adopté la règle de la décision par consensus. Cette règle nous oblige à admettre la part de vérité qui se trouve dans le discours de l'autre afin de l'associer à notre part de vérité et en construire une troisième, acceptable par tous.

Une conséquence naturelle de la pratique de l'écoute est l'apprentissage du respect de la diversité, ce respect étant une dimension constitutive et inévitable de l'écoute véritable. Ainsi le respect de la diversité devient une condition *sine qua non* pour avancer dans le chemin qui mène à l'union. Mais grâce à cela on va encore plus loin. Décider par consensus implique que tous soient au même niveau. Dans cette recherche, l'argument d'autorité doit disparaître pour céder la place à l'argument de vérité.

Par conséquent, dans les rencontres organisées dans le cadre du FSM personne ne peut être plus important que les autres. C'est pour cela que le FSM n'a *ni dirigeants, ni porte-parole*. De la même manière, aucune activité y ayant lieu ne peut être supérieure aux autres : puisque toutes sont proposées par les participants, il n'y a pas de hiérarchie entre elles dans le programme. Enfin, dans ce chemin vers l'union, fait d'allers et retours, de hauts et de bas, on apprend à s'ouvrir pour coopérer et s'aider les uns les autres.

Ces règles sont donc bien évidemment à l'opposé d'une organisation pyramidale. Celle-ci est un terrain fertile pour l'émergence d'autoritarismes et abus de pouvoir ; or nous y sommes habitués par le fait des gouvernements,

syndicats et même mouvements sociaux disciplinés. Ici, au contraire, il n'y a pas de verticalité mais bien une horizontalité derrière laquelle se tissent des réseaux dans lesquels chacun tient sa part de responsabilité et peut décider de ce qu'il/elle va faire par conviction, plutôt que par obéissance à des ordres—ce qui est généralement le cas lorsqu'on ne cherche que l'«unité».

Dans ce fonctionnement en réseaux, d'autre part, il n'y a pas de pouvoirs concentrés au sein d'un système hiérarchique mais des fonctions exercées au service de tous. Et dans les «places publiques», ouvertes pour que se réalisent les forums sociaux—pour reprendre l'expression qu'utilisent certains d'entre nous pour traduire matériellement le caractère d'«espace» plutôt que celui de «mouvement» que revêt le FSM—il n'y a par conséquent pas d'espace pour les luttes de pouvoir. De la même façon, parce qu'il n'y a pas de document final unique traduisant des positions majoritaires, les luttes pour définir leur contenu n'ont absolument pas lieu d'être ¹¹—et n'ont pas lieu.

La méthodologie utilisée dans les rencontres du processus FSM est ainsi un ensemble d'orientations créant les conditions pour construire l'union comme objectif principal, auxquels tous les autres doivent être subordonnés. Le principal critère de décision sur la façon de décider est l'impact qu'aura sur l'union le mode de décision. La division est le risque qu'il faut toujours éviter.

L'acceptation de la société civile comme acteur politique autonome

La seconde posture de la nouvelle culture politique à construire consiste à dépasser la perception selon laquelle l'action politique ne peut être développée que par les gouvernements et les partis politiques : il faut au contraire ouvrir l'espace à la présence politique de la société civile.

Ce changement dans la méthode d'action politique semble particulièrement difficile en Amérique latine, pour différentes raisons.

D'une part, il faut mentionner la fragmentation de la société civile et par conséquent sa fragilité, bien que celle-ci soit moins poussée en Amérique latine que dans d'autres continents comme l'Afrique. Le seul secteur ayant sensiblement avancé dans son rapport à l'organisation et à l'action est celui des syndicats. Or, le changement culturel qui est nécessaire passe par une expérimentation réelle de la force que peut avoir la société lorsqu'elle se mobilise de façon autonome. Certaines expériences vont en ce sens et renforcent la confiance populaire dans sa propre capacité, à l'image de la destitution de plusieurs présidents suite à la pression de la rue et sans nécessairement obéir à des ordres partisans. Pourtant, on est encore loin de savoir tout ce que la société peut faire de façon autonome avec ses millions de citoyens organisés, sous diverses formes (en tant que travailleurs, consommateurs ou électeurs) comme c'est déjà le cas dans les pays industrialisés.

D'autre part, les partis politiques ont été extrêmement valorisés durant le processus de redémocratisation (très récent dans de nombreux pays) : leur réorganisation est alors apparue comme le seul témoignage d'une volonté de changement politique. Logiquement, les grandes victoires électorales ont ensuite suscité des vagues d'enthousiasme... La situation est donc sensiblement différente de ce qui se passe en Europe notamment, où les partis politiques subissent au contraire une grande crise de représentativité et d'efficacité, poussant par là même la société à agir par ses propres moyens. En Amérique latine, les partis politiques sont encore considérés comme jouant un rôle central dans la vie politique.

Contrairement à la fragmentation de la société civile que l'on peut considérer comme une grande faiblesse, l'organisation en réseaux, et le respect de la diversité au sein des forums sociaux, créent les conditions pour en faire les grands acteurs dont nous avons besoin. Et c'est en ce sens qu'émergent de nombreuses mobilisations—dont les plus emblématiques sont la manifestation contre le sommet de l'OMC à Seattle en 1999 (avant même le premier FSM), et celle de 2003 pour la paix et contre l'invasion de l'Irak, organisées toutes deux par des réseaux horizontaux.

« S'arrêter pour réfléchir », ensemble

Ce dont se souviennent le plus tous ceux qui ont participé aux FSM—et même si c'est pour le critiquer...—c'est qu'ils créent une formidable opportunité de réaliser l'impératif suivant : combiner action et réflexion. En effet, cela peut paraître évident mais trop nombreux sont les mouvements pris dans l'un de ces deux écueils : action sans réflexion (ce qui relève de l'irresponsabilité) ou bien au contraire réflexion sans action (ce qui n'est dès lors qu'un exercice intellectuel). Or un mouvement social qui n'ouvre pas d'espace à la réflexion sur ce qu'il fait se condamne lui-même irrémédiablement à disparaître.

Le FSM a offert une opportunité supplémentaire pour aller plus loin : que chaque individu et chaque organisation ne mènent pas cette réflexion isolément, mais plutôt, et autant que possible, collectivement. Par l'échange d'analyses et de retours critiques, chaque événement est une occasion de renforcer les liens et l'unité. Ainsi, la façon dont cette réflexion collective est organisée complète le cycle formé par les trois piliers de la nouvelle culture politique évoqués précédemment, pour arriver à la recherche de l'*union*. De fait, l'horizontalité, le respect de la diversité, les activités proposées par les participants eux-mêmes, la prise de décisions par consensus et les relations en réseau, par la réflexion collective induite, sont autant de facteurs qui permettent à la fois une reconnaissance mutuelle et le dépassement des préjugés et des malentendus qui divisent ceux qui pourraient s'unir pour être plus forts. Grâce au processus et à la dynamique des FSM, des alliances jusqu'alors impensables

peuvent maintenant avoir lieu. Dans cette optique, non seulement les rencontres du FSM sont autant d'opportunités pour réfléchir ensemble mais elles sont aussi à chaque fois des instruments pour l'union. Et, puisque ce sont des espaces de la société civile, elles créent de bonnes conditions pour que les différentes organisations puissent s'organiser autour d'actions communes et dépasser leur fragmentation, tout en respectant leur diversité.

Néanmoins, la gauche latino-américaine a des difficultés à accepter la nécessité de se donner du temps pour réfléchir. Cela est dû en grande partie à la gravité de la situation que connaît ce continent en termes de justice sociale, et donc à l'urgence d'y remédier, ce qui est une source d'angoisse et pénalise la qualité de la réflexivité. Dans ce contexte, les fenêtres d'opportunité que sont les élections amènent beaucoup de militants à penser qu'il faut urgemment s'associer aux partis et gouvernements qui recherchent le changement. Sans trop réfléchir ni trop attendre qu'enfin la société civile s'y associe de façon autonome.

En conclusion

Les forums sociaux peuvent apporter beaucoup à la gauche en Amérique latine, si on leur permet de contribuer à la construction d'une nouvelle culture politique sur le continent. Et ce pourrait être un élément décisif pour atteindre l'avenir que nous voulons, en Amérique latine et dans le monde. Toutefois, outre les difficultés que j'ai indiquées, nous sommes encore dans la phase de réalisation de ce formidable processus—voire encore à son début.

Notes

1. L'un des cinq présidents présents au forum de 2009 à Belém, au Brésil (il me semble que c'était Evo Morales en personne) avait dit qu'il devait son élection à la mobilisation suscitée par les forums. Mais il est évident que d'autres facteurs socio-historiques ont été plus décisifs que l'influence du forum au Brésil. De tels résultats électoraux—de même que les initiatives de gauche qui sont alors devenues possibles—dépendent de circonstances qui vont bien au-delà de ce que peuvent faire les forums. Leur importance doit toujours être nuancée au regard d'autres facteurs.
2. À noter au passage qu'il est significatif, en considérant cet ensemble de facteurs, qu'en 1992 le Mexique donnait son adhésion au Traité de libre commerce d'Amérique du Nord (le TLCAN, ou ALENA ou NAFTA selon la langue) qui contenait déjà certaines des pires clauses de l'ALCA. Ce traité, signé en 1988 par les États-Unis et le Canada, est entré pleinement en vigueur en 1994. Ces dynamiques doivent donc aussi être lues sur le long terme.
3. La capitale de l'Argentine, Buenos Aires, disposait déjà d'un métro avant les années 1920.
4. Même la gauche brésilienne n'a «découvert» ses sœurs latino-américaines qu'à la suite d'événements politiques récents. Ceux-ci, par la transformation de la vieille démocratie chilienne (avant le putsch fasciste ayant renversé Allende), avaient fait du pays une terre d'asile pour les militants brésiliens persécutés, alors que dans le même temps, Argentine et Paraguay voyaient s'installer des dictatures militaires.
5. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer par exemple l'Argentine, le Paraguay, la Bolivie et l'Équateur.

6. Néanmoins, nombreuses sont les voix affirmant que les guérillas colombiennes ne sont aujourd'hui plus que résiduellement de gauche.
7. Entre-temps, la voie armée ne fait plus l'objet d'un consensus parmi les zapatistes et est réinterrogée, ouvrant par là-même des horizons pour de nouvelles formes d'action politique.
8. Les Tupamaros ont été une organisation de guérilla urbaine très célèbre et admirée dans les milieux de la gauche en Amérique latine, dans les années 1960 et 1970.
9. Durant les premières années du processus commencé en 2001 pour construire une nouvelle culture politique, un militant politique français, très expérimenté [NDT : l'auteur ne précise pas de nom], lors d'un petit forum social local dans ce pays, remarqua que les forums sociaux nous obligeaient à relever le défi d'« apprendre à désapprendre »—comme je l'ai déjà cité dans un livre écrit en 2005 sur le FSM. La tâche est donc double : nous libérer de ce que nous pensions jusqu'à maintenant être la meilleure façon d'agir politiquement et apprendre d'autres points, parfois antagoniques.
10. En d'autres temps nous pouvions rêver de faire émerger un, deux, cent Vietnams, à l'image de ce que proposait le Che. Mais aujourd'hui, avec la conscience de ce que nous sommes, nous devons être plus humbles et moins héroïques : il nous faut faire émerger un, deux, des centaines de lieux de rencontre pour la construction d'une nouvelle culture politique... Ainsi est faite la vie!
11. L'absence de luttes intestines dans les forums a un autre effet, qui est l'une des marques de la nouvelle culture politique en expérimentation. L'ambiance y est plus joyeuse et c'est avec plus de confiance mutuelle que les participants discutent. Il n'y a pas de perte de temps ou d'énergie comme c'est le cas dans les rencontres politiques en général, avec leurs tensions, affabulations, victoires à commémorer et autres frustrations de minorités mises en déroute. Enfin, il n'y a pas de semblables minorités qui tendent à s'auto-exclure ou à ne pas s'impliquer dans l'action décidée, voire à la boycotter, avec un effet de destruction de l'union qui fragilise l'ensemble.